

Les membres du Centre d'études himalayennes sont, comme leurs collègues du CNRS ou de l'Université (voir par exemple [ici](#) ou [ici](#)), très inquiets de l'orientation des réformes proposées par le gouvernement.

Nous ne croyons pas que les logiques de compétition et de production fassent un modèle qui puisse promouvoir l'action des organismes publics de recherche et d'enseignement. Ni l'enseignement ni la recherche ne « fabriquent des produits », ni ne cherchent à « vendre » au détriment de rivaux sur des « marchés ». Les acteurs de nos institutions ne sont pas des « ressources de personnels » qu'il s'agit de « gérer ». Et promouvoir l'inégalité comme principe de l'affectation des ressources dans la recherche publique, au nom d'un « [darwinisme](#) » [social](#) relevant plus d'idéologies du XIX^e siècle qu'on aurait espéré dépassées que d'une véritable compréhension du fonctionnement de la science, nous paraît une aberration grave.

Nous pensons que, comme du reste pour bon nombre d'autres métiers, le savoir-faire concret comme l'ambition théorique demandent d'avoir devant soi l'horizon d'une vie, et non pas le ciseau d'un CDD. L'expérience se gagne par des voies qu'aucun « nombre de points » ne garantit, et chaque chercheur est un adulte, non pas l'exécutant infantilisé d'un projet conçu en dehors de lui. Il nous semble que les actuels projets de réforme de nos métiers menacent la dignité de nos carrières et sont aveugles à l'ambition véritable de nos travaux.

[Pétition](#) signée par plusieurs sociétés savantes

[Compte-rendu](#) de l'Assemblée générale de coordination des facs et labos en lutte qui s'est tenue samedi 18 janvier 2020, Université Paris Diderot et la [motion](#) sur les suites à donner.